Extrait du Rencontres Sociales

http://rencontres-sociales.org/spip/spip.php?article2910

Propositions CNCRES / MES suite aux EGESS

- Actualités -

Date de mise en ligne : vendredi 24 juin 2011

Description :

Nous publions ici le texte commun du CNCRES et(du MES (Mouvement pour l'économie solidaire) à l'issue des Etats généraux de l'ESS

Rencontres Sociales

Copyright © Rencontres Sociales

Nous publions ici le texte commun du CNCRES et(du MES (Mouvement pour l'économie solidaire) à l'issue des Etats généraux de l'ESS

" En clôture de ces 3 jours, pour lesquels nos organisations se sont fortement mobilisées au travers de l'investissement de leurs membres respectifs, nous avons voulu, avec nos diversités, parler d'une voix partagée, porteuse de nos investissements et convictions, de « nos aspirations quand nos illusions sont parties », comme le disait Edgar MORIN, vendredi soir.

Pour nous, les Etats Généraux sont un des processus importants et nécessaires pour faire reconnaitre et développer l'économie sociale et solidaire, car nous considérons qu'elle a un rôle politique à jouer pour permettre le changement de société et faire avancer la place des citoyens dans le développement local.

Face aux enjeux qui ont été rappelés et discutés tout au long de ces mois et durant ces trois derniers jours, les Etats généraux ont contribué à créer des échanges fructueux, notamment entre nos deux réseaux, qui oeuvrent selon une approche distincte et souvent complémentaire. Cet après-midi, nous souhaitons vous présenter nos propositions et nos engagements pour la reconnaissance et le développement de l'ESS dans les territoires. Car nous sommes convaincus que c'est dans la proximité et sur les territoires que se jouera le changement d'échelle.

Cependant cet ancrage territorial doit s'articuler avec une mise en mouvement politique continue et persévérante au niveau national pour convaincre les élus et décideurs politiques et obtenir un cadre législatif et réglementaire permettant ce développement de l'ESS. Nous devons aussi nous construire en solidarité avec les autres mouvements dans le monde.

Pour revenir à une donne politique plus immédiate et nationale, comme l'a indiqué le CNCRES dans son communiqué de presse à l'occasion des EGESS : « A moins d'un an des élections présidentielles, la question du développement de l'économie sociale et solidaire en France et de sa reconnaissance institutionnelle dans les politiques publiques doit être placée au coeur du débat politique. »

Voici donc les propositions communes que nous souhaitons partager avec vous pour lancer le débat cet après-midi :

1. Affirmer notre volonté de transformer l'économie et d'apporter des réponses économiques et sociales différentes pour « faire société ». Il s'agit de mettre en place les moyens de faire de nos interventions un outil de transformation sociale.
Les initiatives de l'ESS contribuent à construire le « bien vivre ensemble » comme nous le disait vendredi Jeannette SANCHEZ, Ministre équatorienne du développement social. La structuration du mouvement de l'ESS contribuera à un changement d'échelle qui doit s'inscrire dans une dynamique européenne et plus largement internationale.

2. Participer à l'élaboration d'une loi pour l'économie sociale et solidaire prenant en compte une économie plurielle pour le « bien vivre ensemble » : cette proposition de loi-cadre, portée par différents acteurs au sein de ces EG ESS, doit s'élaborer en concertation avec l'ensemble des acteurs, et permettre de faire reconnaitre le secteur de l'économie sociale et solidaire et lui donner les moyens d'agir.
Véritable « programme d'incitation et de promotion de l'Economie Sociale et Solidaire », elle devra notamment :

- Fixer un cadre juridique et législatif commun aux acteurs
- Permettre aux employeurs de l'ESS, qui n'en ont pas la possibilité actuellement, d'être partie prenante du

Copyright © Rencontres Sociales

dialogue social.

3. Interpeller les politiques et convaincre les élus : nous avons à défendre et promouvoir cette autre forme d'économie, à l'aider à se développer dans les territoires, comme au national, par un travail auprès de tous les élus. Il faudra également leur faire partager les propositions, nombreuses et fortes, élaborées à partir des cahiers d'espérance pour une co-construction des politiques publiques, qu'elles soient sectorielles (santé, logement, culture, agriculture...) ou transversales et une définition renouvelée de la notion d'intérêt général.

4. Porter un débat public dans les territoires dans le cadre d'une démarche citoyenne et participative : les acteurs de l'ESS restent souvent dans « l'entre soi ». Parallèlement, le grand public est souvent acteur et usager des pratiques, actions et activités de l'ESS sans en connaître les porteurs ni ce qui a fondé ce type de réponses. Il est essentiel de porter un grand débat qui renoue les fils de l'ESS où citoyens, consommateurs, producteurs, acteurs et élus pourraient construire une approche commune et partagée d'une nouvelle économie démocratique et respectueuse. Cette mobilisation des citoyens doit se jouer également dans un renforcement des implications des adhérents et des sociétaires et le renouvellement de l'investissement des citoyens dans les territoires et dans le développement et la gouvernance des structures de l'ESS.

5. Construire des coopérations, des solidarités entre acteurs et des alliances dans les territoires, comme nous nous y engageons déjà entre MES et CNCRES : oeuvrer pour que les structures existantes dans les territoires puissent unir leurs approches, leurs compétences, leurs énergies pour construire des actions communes de développement local. Associer, sur les territoires, à nos dynamiques communes, d'autres forces et d'autres mouvements sur la base d'un projet partagé.

Dans ce cadre, il nous semble indispensable de poursuivre, dans la durée, les travaux des Etats Généraux et d'intensifier d'autres moments, comme le MOIS de l'ESS (en novembre 2011), pour aller plus loin et maintenir les interrogations, les recherches communes, les innovations dans les territoires. Mais aussi pour mobiliser les citoyens comme acteurs de changement des modèles économiques et sociaux, pour interpeller les élus locaux et pour rendre l'ESS toujours plus visible dans tous les territoires, en lien avec l'ensemble des acteurs.

En guise de conclusion, nous pourrions reprendre la métaphore utilisée par Edgar MORIN, interrogé sur le moyen de faire connaître l'ESS. Il comparait notre capacité de mobilisation vers l'ensemble de notre société à la conversion de Paul au christianisme et le fait que d'opposant il est devenu prosélyte. Espérons donc, pour conclure avec humour, qu'Anne LAUVERGEON (actuellement en disponibilité) devienne un jour la Paule de l'ESS.

Copyright © Rencontres Sociales